

N° 5179²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES

(22.10.2003)

Par lettre du 25 juin 2003, Monsieur Biltgen, ministre délégué aux Communications, a soumis le projet de loi sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. Le présent projet a pour objectif d'organiser sur le territoire luxembourgeois une gestion judicieuse des ondes radioélectriques, et particulièrement des fréquences de radiodiffusion.

2. La loi de 1929, aujourd'hui abrogée, fut la base légale qui a permis l'installation de la radiodiffusion et la réussite du secteur des médias et de l'audiovisuel au Grand-Duché. Cette loi réglait la mise en service de stations radioélectriques sans se préoccuper de la gestion des fréquences, enjeu majeur à l'heure actuelle.

3. La gestion des ressources rares, notamment des fréquences attribuées à la radiodiffusion, est régie par la loi du 21 mars 1997 sur les télécommunications et par la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques.

4. Cependant, les développements fulgurants intervenus ces dernières années dans le domaine technologique ont comme conséquence une explosion de la demande concernant l'utilisation du spectre des fréquences. L'expansion rapide, notamment des services de communications mobiles, rend plus difficile la gestion efficace de ce spectre.

5. Aux utilisateurs classiques du spectre, les radiodiffuseurs, se sont ajoutés les opérateurs de services mobiles ou de services à distance de tout genre, par exemple les „pagers“, l'ouverture télécommandée de porte de voiture, la radionavigation, les systèmes d'alarme, le „CB“ (Citizen Band), le modélisme, les radiomicrophones, etc.

6. Le présent projet, en proposant un cadre légal unique, a donc pour objectif d'organiser sur le territoire luxembourgeois une gestion judicieuse des ondes radioélectriques, et particulièrement des fréquences de radiodiffusion et, partant, d'adapter les textes au progrès technologique en restant neutre vis-à-vis de celui-ci.

7. Les fréquences sont des ressources rares dont la gestion et l'utilisation sont réservées à l'Etat. Celui-ci peut concéder l'utilisation de ces ondes à des tiers par l'attribution de licences personnelles et moyennant redevances. Le ministre procède à l'octroi des licences suivant des critères objectifs et de manière transparente, non discriminatoire et proportionnée, conformément au plan de fréquences et après avoir consulté le registre des fréquences.

8. Seule une partie des services radioélectriques, comme la téléphonie mobile ou la radiodiffusion, est soumise à licence, car elle nécessite une dose importante de planification et de coordination des fréquences d'émission et de réception. Des règlements grand-ducaux sont prévus pour déterminer le

plan d'attribution des ondes et les conditions d'utilisation des parties limitées du spectre utilisables sans licence spécifique.

9. Dans le cadre de sa mission de gestionnaire des ondes radioélectriques, le ministre peut déléguer certaines tâches à l'Institut luxembourgeois de régulation. En cas d'infraction aux dispositions de la loi (utilisation de fréquences sans licence, non-respect des obligations liées à l'exploitation d'une fréquence ou non-paiement de la redevance), le ministre peut réclamer une amende allant de 5.000 à 25.000 euros.

10. En cas de conflit armé, de crise internationale grave ou de catastrophe, le Gouvernement pourra décider d'interdire l'utilisation des fréquences sans engendrer de dédommagement de la part de l'Etat. En cas de brouillage préjudiciable qui compromet le fonctionnement d'un service de radiodiffusion (par exemple le système d'atterrissage de l'aéroport), le ministre peut intervenir sept jours sur sept, 24 heures sur 24 pour faire cesser les nuisances.

11. Le présent projet n'appelle aucun commentaire de la part de la CEP•L.

• L'avis a été élaboré par la Commission économique de la CEP•L qui est composée de: Jos Kratochwil, Président, Norbert Tremuth, Rapporteur, les Membres: Lex Breisch, Norbert Conter, Marie-Jeanne Demuth, Siggi Farys, Fernand Gales, Marc Glesener, Jean-Paul Laplanche, Gaby Schaul-Fonck, Fernand Schott, Marc Spautz, Robert Weber, Denise Weber-Ludwig et Nico Wennmacher.

La Commission Economique s'est réunie en date des 12 septembre, 23 septembre, 30 septembre, 7 octobre et 14 octobre 2003.

L'avis a été adopté à l'unanimité des membres présents lors de l'assemblée plénière du 22 octobre 2003.

Luxembourg, le 22 octobre 2003

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur adjoint,
Norbert TREMUTH

Le Président,
Jos KRATOCHWIL